

La boucle prix-salaires : généalogie d'une doxa

Modération salariale, désinflation compétitive et mesure des prix en France, 1983-2026

François Geerolf

octobre 2026

Section 1

Introduction

« Prenons garde à la boucle prix-salaires »

- **16 novembre 2021**, Assemblée nationale, le ministre de l'Économie : « Quant à l'augmentation générale des salaires, prenons garde à la boucle prix-salaires : c'est un cercle vicieux qui peut nourrir l'inflation et appauvrir les Français ! » (Assemblée nationale 2021)
- **2014** : un rapport aux ministres français et allemand appelle la France à suivre la voie qui lui avait permis, dans les années 1980, « d'éviter une indexation généralisée » (Enderlein et Pisani-Ferry 2014, 16).
- **2022** : deux économistes parmi les plus écoutés proposent que les rattrapages salariaux prennent la forme de « **primes exceptionnelles** » (O. Blanchard et Pisani-Ferry 2022).

Une doxa

- Ni la nécessité de la compétitivité, ni la sincérité des auteurs ne sont en cause : la question est **comment une conviction devient une évidence**.
- Bourdieu : la doxa, « point de vue particulier, le point de vue des dominants, qui se présente et s'impose comme point de vue universel » (Bourdieu 1993, 60).
- Bourdieu et Boltanski : des « **lieux neutres** », commissions et colloques « autour du plan », où s'élabore un « **discours sans sujet** », une politique « dépolitisée, neutralisée, promue à l'état de technique » (Bourdieu et Boltanski 1976, 4 et 48).
- La modération salariale : **pas d'auteur**, une **contrainte** plutôt qu'un choix, et ceux qui la contestent passent pour ignorer l'économie.

Section 2

Généalogie

De la « bataille de l'indice » à la désinflation compétitive

- **1956** : la « politique de l'indice » bloque les seuls prix suivis, pour retarder la revalorisation du salaire minimum (Padieu 2008, 8-9).
- **1957** : un indice d'indexation du Smig dont le gouvernement fixe la composition ; l'Insee met en garde contre son « caractère arbitraire » (Touchelay 2014, 397).
- **1982-1983** : désindexation des salaires pour rester dans le SME. Fin de la « bataille de l'indice des prix » (Touchelay 2014, 400).
- **La désinflation compétitive** : modération salariale, franc fort puis euro, inflation inférieure à l'Allemagne (O. J. Blanchard et Muet 1993 ; Fitoussi 1995).
 - ▶ Pendant de la dévaluation compétitive : un **jeu à somme nulle** entre partenaires (Geerolf et Jacquet 2022, 11).
- L'indice des prix devient **référence des négociations** et **critère de réussite**.

- **Loi du 22 juillet 1993** : les pensions suivent l'indice des prix (République française 1993, art. 4). Une inflation mesurée plus basse ralentit la dépense **sans qu'aucune décision soit prise**.
- **Suppression du CERC**, qui « mesure l'évolution du pouvoir d'achat des Français » (Fabius 1993).
 - ▶ 1991 : Balladur, dans l'opposition, cite le CERC sur la perte de pouvoir d'achat des traitements (Balladur 1991).
 - ▶ 1993 : amendement dont « l'initiative revient à Matignon » ; une quarantaine de chercheurs, soutenus par 500 collègues, protestent (Les Échos 1993).
 - ▶ Justification : le CERC aurait privilégié les inégalités « en abandonnant la réflexion sur les charges [...] qui pèsent sur [...] le travail » (Seillier 1999).
- Le successeur : le DG de l'Insee **membre de droit**, les chargés de mission **gérés par l'Insee** (Premier ministre 1994). Recréé en 2000, supprimé en 2013 (République française 2013).

Les contradicteurs

- « **Pensée unique** » (Ramonet 1995) ; fondation Marc-Bloch (1998) (Chemin 1998).
- **Alain Minc (1995)** « persiste et signe » : la hausse du salaire doit être « inférieure à la hausse de la productivité » ; l'euro « nous permettra heureusement d'**importer clandestinement** ce modèle » (Minc 1995).
- **Jacques Chirac (1995)** : « la feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi ». Élu : gel des traitements, « la feuille de paie des fonctionnaires, c'est aussi la feuille d'impôts » (Freyssenet 2022).
- **Henri Guaino (2005)** : déflater le salaire moyen par l'IPC pour argumenter dans les négociations « relève de l'escroquerie intellectuelle » (Guaino 2005).
- **2007** : l'Élysée demande des indices qui « reflètent réellement la réalité vécue » ; le ministère en fait des « indicateurs complémentaires » (Sarkozy 2007 ; Quinet 2008). **La doctrine l'emporte.**

Section 3

Une doctrine sans auteur

- **L'Élysée (2012-2014)** : le conseiller social du président, avec le secrétaire général adjoint, aux patrons de la métallurgie : « **Il faudrait tenir votre masse salariale** » (Freyssenet 2022).
- **Rapport aux ministres (2014)** : « l'inertie des salaires renforce les problèmes de compétitivité » ; en cause, les **NAO** ; un « signal fort » pour que les salaires réels n'augmentent pas plus vite que la productivité (Enderlein et Pisani-Ferry 2014, 15-16).
- **Un institut de conjoncture (2017)** : « il faudrait que les prix et les salaires en France augmentent moins vite que les rémunérations en Allemagne de 1 à 2 points par an » (Ragot 2017).

- **Un ministre** : contre la boucle, les primes défiscalisées (Assemblée nationale 2021) ; en 2022, sur les salaires, « Mais ça n'est pas du tout notre rôle ! » (Conesa 2022).
- **Le DG de l'Insee (janvier 2022)** : « Plus on parle d'inflation, plus on risque d'alimenter la hausse des prix » (Les Échos 2022).
- **Des universitaires (2022)** : « il ne faut pas laisser s'installer des mécanismes pérennes d'indexation des salaires sur les prix et des prix sur les salaires » (O. Blanchard et Pisani-Ferry 2022).
- **Un rapport au Premier ministre (2023)** reproche à l'Ires d'analyser les salaires « sans faire aucune référence au ralentissement de la productivité » (Tavernier et Véron 2023, 23) : le reproche fait au CERC en 1993.
- **Un cadre commun** : la hausse des salaires est d'abord un risque, et le pouvoir d'achat doit passer par d'autres canaux que le salaire.

Section 4

Les instruments

Découpler la rémunération de l'inflation

- **Désindexation** : seuls restent indexés le Smic, des minima sociaux et les pensions (Madeline 2022).
- **Le Smic** : la dernière indexation générale ; 2014 propose de la lier à la productivité (Enderlein et Pisani-Ferry 2014, 16).
- **Les primes** : PEPA versée en 2021 à 4 millions de salariés sur 25, 506 euros en moyenne (Kindermans 2022). Primes encouragées « pour tenter de limiter l'augmentation des salaires et de regagner en compétitivité » (Geerolf 2023, 71).
- **La fonction publique (2015-2025)** : point d'indice +6,3 %, inflation +20,9 %, primes +47,4 % ; part des primes de 20,4 % à 25,0 % (Verdier et al. 2026).
- **La BCE, employeur (2022)** : +4,07 % pour son personnel, « consistent with its own opposition to deals that link wages to inflation » ; « no room for negotiation » (Arnold 2022).

Section 5

L'épreuve des faits

2022 : la boucle qui n'a pas eu lieu

- **Juillet 2022** : « la priorité ne semble pas être d'enrayer une dynamique de boucle prix-salaires qui n'existe pas à ce stade, en tout cas en Europe » (Geerolf et Jacquet 2022, 11).
- **FMI (octobre 2022)**, 22 épisodes en 50 ans : « il est rare que les spirales se prolongent » (Bluedorn 2022).
- **Inflation** : 5,2 % (2022), 4,9 % (2023), 2,0 % (2024), 0,9 % (2025) (Insee 2026). Pas de spirale.
- **L'ajustement a été supporté par les salaires réels** (Concialdi 2023 ; Geerolf 2026b).
- **2026** : des salaires réels « en deçà de la productivité, reflétant un pouvoir de négociation affaibli » (Insee 2026).

Section 6

Les salaires sont-ils trop élevés ?

Keynes contre les classiques

- La théorie classique impute le chômage à la **rigidité des salaires** : « when there is rigidity, to lay on this rigidity the blame of maladjustment » (Keynes 1936, 257).
- « There is, therefore, **no ground for the belief that a flexible wage policy is capable of maintaining a state of continuous full employment** » (Keynes 1936, 267).
- « it can only be a foolish person who would prefer a flexible wage policy to a flexible money policy » (Keynes 1936, 268).
- Sa recommandation : « **the maintenance of a stable general level of money-wages** » (Keynes 1936, 270).

Leijonhufvud : les keynésiens contre Keynes

- **1967** : faire de la rigidité des salaires le trait distinctif du keynésianisme, « one of the more curious aspects of the development of Keynesianism ».
 - ▶ Elle « reveals the judgment that wages did not fall enough in the early 1930's. **Keynes, in contrast, judged that they declined too much by far** ».
 - ▶ Pour Keynes, la rigidité était « **a policy recommendation and not a behavioral assumption** » (Leijonhufvud 1967, 402).
- **La synthèse** : l'équilibre général, plus « a spanner in the works » ; des « terms of truce » « leaving the theoretical honours to the former » (Leijonhufvud 2009, 1).
- **Le nouveau keynésianisme** : « Except for this stress on inflexibilities this brand of contemporary macrotheory has **basically nothing Keynesian about it** » (Leijonhufvud 2008, 8).
 - ▶ « keynésienne à court terme [...], classique à long terme » (Geerolf 2021a, 75).

La boucle, réponse classique

- Si le problème vient des **rigidités nominales**, l'indexation en est une de plus.
- Face au choc énergétique : les salaires ne doivent pas suivre les prix, **le salaire réel doit baisser**. Sous un vocabulaire keynésien, **la réponse classique**.
- Pour Keynes, l'erreur : faire porter l'ajustement sur le marché du travail, « **the burden of adjustment should not be thrown on this market** » (Leijonhufvud 1968, cité par De Vroey (2016), p. 114).

Il n'y a jamais eu de courbe de Phillips

- **Leijonhufvud (1968)** doutait déjà : sur données américaines, les tentatives « failed entirely to isolate a comparably “neat” and reliable relationship » ; « **the very existence of the animal is in doubt** » (Leijonhufvud 1968, 738 et 740).
- **Il avait raison** : entendue comme une relation entre inflation et chômage, la courbe de Phillips n'a jamais existé.
 - ▶ Elle n'apparaît **qu'en changes fixes** : étalon-or britannique, États américains, zone euro ; en changes flexibles, plus de chômage va avec **plus** d'inflation (Geerolf 2021a, 77 ; 2018).
 - ▶ Ce qui est relié au chômage : le **prix relatif des non-échangeables**, non le niveau général des prix (Geerolf 2021a, 74 ; 2021b).
- La boucle repose sur un « argument fallacieux » : la courbe de Phillips, comme équilibre du marché du travail, détermine **le salaire réel**, non le salaire nominal (Geerolf 2021a, 80).

L'économie ouverte et la sociologie de la connaissance

- Keynes : sa recommandation vaut pour une économie ouverte « **provided that equilibrium with the rest of the world can be secured by means of fluctuating exchanges** » (Keynes 1936, 270).
 - ▶ Sans change, **le salaire relatif devient la variable d'ajustement** : c'est la désinflation compétitive.
 - ▶ Même là, la « convergence nominale » est « bien moins efficace que ce que prévoit le modèle de Mundell-Fleming » (Geerolf 2021a, 83).
- Leijonhufvud (1968) : « a problem in the **sociology of knowledge** » — « what makes almost an entire scientific profession accept a piece of induction of this sort as being (a) “a fact” » ; un effet de « déjà vu » (Leijonhufvud 1968, 738-39).
 - ▶ Un problème « **of managing social conflicts** » plutôt que d'optimisation (Leijonhufvud 1968, 740).

Section 7

L'indice des prix comme instrument

Une mesure, et un instrument

- **Référence** des négociations, **base** des revalorisations, **critère** de réussite.
- **1957** : « la coexistence de deux indices, l'un politique, l'autre plus scientifique, conduit à des confusions » (Rempp 1996, 8).
- **Le tabac** : relever son prix « sans que cela se répercute sur l'indice » ; Vedel juge une telle loi « inopérante » ; d'où l'indice hors tabac (Padieu 2008, 9-10).
- **2022** : bouclier tarifaire et baisse des taxes : « elles réduisent l'inflation de 2 points », un effet « qui va améliorer substantiellement la compétitivité française » ; la tarification duale, « l'Insee la prendrait en compte dans l'indice des prix » (O. Blanchard et Pisani-Ferry 2022).
- **États-Unis, 1995** : la commission Boskin ne cherche que des causes de **surestimation** (Boskin 1996).

Une asymétrie

- Un choix de méthode qui **abaisse** l'indice s'inscrit dans la doctrine ; un choix qui le **relève** va contre elle.
- Le premier ne suscite guère de contestation de la part de ceux qui en ont les moyens ; le second en suscite.
- Logement, santé, effets qualité, déflateur des revenus : des choix qui vont **presque tous dans le même sens** (Geerolf 2024a, 2026a, 2025, 2024b).
- La doxa n'explique pas chacun d'eux. **Elle explique pourquoi aucun n'a été jugé urgent à revoir.**

Conclusion

- La modération salariale n'est pas la politique d'une majorité ou d'une école : c'est une **doxa**, présentée comme une contrainte, partagée par ceux qui gouvernent, qui conseillent et qui mesurent.
- Elle a sa **logique** : en change fixe, la compétitivité passe par les prix relatifs, et les prix relatifs par les salaires.
- Elle a sa **théorie**, qui doit moins à Keynes qu'aux classiques qu'il combattait.
- Elle a son **coût** : en 2021-2023, l'ajustement a été supporté par les salaires réels, et la boucle redoutée **ne s'est pas matérialisée**.
- Une politique des revenus qui ne reposerait pas sur la mesure de l'inflation la plus basse possible exige que **la mesure soit discutée pour elle-même**.

Bibliographie I

- Arnold, Martin. 2022. « ECB staff in pay dispute to hold talks about potential strike ». *Financial Times*, décembre.
<https://www.ft.com/content/0fab7af9-e950-43f1-b1aa-f2deeb21b34d>.
- Assemblée nationale. 2021. « Compte rendu de la première séance du mardi 16 novembre 2021, questions au Gouvernement ». XVe législature, session ordinaire 2021-2022.
<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2021-2022/premiere-seance-du-mardi-16-novembre-2021>.
- Balladur, Édouard. 1991. « Edouard Balladur : « Un sentiment de désespérance envahit notre pays » ». *Les Échos*, décembre. <https://www.lesechos.fr/1991/12/edouard-balladur-un-sentiment-de-desesperance-envahit-notre-pays-958846>.
- Blanchard, Olivier Jean, et Pierre-Alain Muet. 1993. « Competitiveness through disinflation : an assessment of the French macroeconomic strategy ». *Economic Policy* 8 (16) : 11-56.
<https://doi.org/10.2307/1344567>.

Bibliographie II

- Blanchard, Olivier, et Jean Pisani-Ferry. 2022. « La réponse au choc inflationniste est aujourd'hui prioritaire ». *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/18/olivier-blanchard-et-jean-pisani-ferry-la-reponse-au-choc-inflationniste-est-aujourd-hui-prioritaire_6126580_3232.html.
- Bluedorn, John. 2022. « Les risques d'une spirale prix-salaires semblent maîtrisés, malgré une inflation élevée ». Blog du FMI, 5 octobre 2022.
<https://www.imf.org/fr/blogs/articles/2022/10/05/wage-price-spiral-risks-appear-contained-despite-high-inflation>.
- Boskin, Michael. 1996. *Toward a more accurate measure of the cost of living : final report to the Senate Finance Committee*. Advisory Commission to Study the Consumer Price Index.
<https://www.ssa.gov/history/reports/boskinrpt.html>.
- Bourdieu, Pierre. 1993. « Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 96-97 (mars) : 49-62.
<https://doi.org/10.3406/arss.1993.3040>.

Bibliographie III

- Bourdieu, Pierre, et Luc Boltanski. 1976. « La production de l'idéologie dominante ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 2 (2-3) : 3-73. <https://doi.org/10.3406/arss.1976.3443>.
- Chemin, Ariane. 1998. « Une fondation Marc-Bloch pour mettre fin au monopole des saint-simoniens ». *Le Monde*, février.
https://www.lemonde.fr/archives/article/1998/02/18/une-fondation-marc-bloch-pour-mettre-fin-au-monopole-des-saint-simoniens_3657512_1819218.html.
- Concialdi, Pierre. 2023. « L'évolution des salaires depuis 1950 : la rupture de 2017 ». Document de travail 02-2023. Ires. https://ires.fr/wp-content/uploads/2023/10/DdT02_2003.pdf.
- Conesa, Elsa. 2022. « La hausse des salaires, sujet tabou pour Emmanuel Macron ». *Le Monde*, octobre.
- De Vroey, Michel. 2016. *A History of Macroeconomics from Keynes to Lucas and Beyond*. Cambridge : Cambridge University Press.

Bibliographie IV

- Enderlein, Henrik, et Jean Pisani-Ferry. 2014. « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ». Rapport au ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique et au ministre fédéral de l'Économie et de l'Énergie. <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/144000717.pdf>.
- Fabius, Laurent. 1993. « Question écrite n° 8438 sur le Centre d'études des revenus et des coûts ». Assemblée nationale, JO du 29 novembre 1993 ; réponse du Premier ministre, JO du 27 décembre 1993. <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/10/questions/QANR5L10QE8438>.
- Fitoussi, Jean-Paul. 1995. *Le débat interdit. Monnaie, Europe, pauvreté*. Paris : Arléa.
- Freyssenet, Elsa. 2022. « Les mésaventures des présidents avec le pouvoir d'achat ». *Les Échos*, mars. <https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/les-mesaventures-des-presidents-avec-le-pouvoir-dachat-1394161>.
- Geerolf, François. 2018. « The Phillips Curve : a Relation between Real Exchange Rate Growth and Unemployment ». UCLA Working Paper. <https://fgeerolf.com/phillips.pdf>.

Bibliographie V

- Geerolf, François. 2021a. « Le keynésianisme doit-il faire l'économie de la courbe de Phillips ? » In *L'économie mondiale 2022*, édité par CEPII, 73-86. Repères. Paris : La Découverte.
- Geerolf, François. 2021b. « La courbe de Phillips n'est pas celle que vous croyez ». *La lettre du CEPII*, n 417 (avril). <https://hal.science/hal-05235044>.
- Geerolf, François. 2023. « La politique économique en Europe face à l'inflation ». *Cahiers français*, 64-73. <https://fgeerolf.com/ofce/inflation-Europe.pdf>.
- Geerolf, François. 2024a. « Inflation en France : IPC ou IPCH ? » *hal-05502577*, juillet. <https://hal.science/hal-05502577>.
- Geerolf, François. 2024b. « La taxe inflationniste, le pouvoir d'achat, le taux d'épargne et le déficit public », juillet. <https://hal.science/hal-05506068>.
- Geerolf, François. 2025. « Pouvoir d'achat : l'addition que l'Insee ne fait pas ». <https://fgeerolf.com/reponse-au-blog-pouvoir-achat.html>.

Bibliographie VI

- Geerolf, François. 2026a. « L'harmonisation européenne de la mesure de l'inflation : un chantier inachevé ». In *L'économie européenne 2027*, édité par OFCE, 111-23. Repères. Paris : La Découverte.
- Geerolf, François. 2026b. « Mesurer l'évolution des salaires : secteur privé et fonction publique, structure constante et RMPP, IPC et IPCH ». fgeerolf.com.
<https://fgeerolf.com/mesurer-l-evolution-des-salaires.html>.
- Geerolf, François, et Pierre Jacquet. 2022. « Inflation et pouvoir d'achat : It's the politics, stupid ! ». In *Relançons le débat économique 2022*. Cercle des économistes.
<https://hal.science/hal-05505599>.
- Guaino, Henri. 2005. « L'imbroglia du pouvoir d'achat ». *Les Échos*, février.
<https://www.lesechos.fr/2005/02/limbroglia-du-pouvoir-dachat-1064762>.
- Insee. 2026. « Pouvoir d'achat, inégalités de revenu et pauvreté : quelques questions ». Dans « 2027 : la statistique publique au service des débats », Insee et services statistiques ministériels, 15 octobre 2026.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8996928?sommaire=8996963>.

Bibliographie VII

- Keynes, John Maynard. 1936. *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Londres : Macmillan.
- Kindermans, Marion. 2022. « La prime Macron, l'alternative au salaire peu utilisée par les employeurs ». *Les Échos*.
- Leijonhufvud, Axel. 1967. « Keynes and the Keynesians : A Suggested Interpretation ». *American Economic Review* 57 (2) : 401-10. <https://www.jstor.org/stable/1821641>.
- Leijonhufvud, Axel. 1968. « Comment : Is There a Meaningful Trade-off between Inflation and Unemployment ? » *Journal of Political Economy* 76 (4, partie 2) : 738-43. <https://www.jstor.org/stable/1830372>.
- Leijonhufvud, Axel. 2008. « Keynes and the Crisis ». Conférence invitée au colloque « Keynes 125 Years – What Have We Learned ? », Copenhague-Roskilde, 23-24 avril 2008.
- Leijonhufvud, Axel. 2009. « Macroeconomics and the Crisis : A Personal Appraisal ». *Policy Insight* 41. CEPR.
- Les Échos. 1993. « Les chercheurs du CERC écrivent à Balladur ». *Les Échos*, décembre. <https://www.lesechos.fr/1993/12/les-chercheurs-du-cerc-ecrivent-a-balladur-917800>.

Bibliographie VIII

- Les Échos. 2022. « Jean-Luc Tavernier (Insee) : « Plus on parle d'inflation, plus on risque d'alimenter la hausse des prix » ». *Les Échos*, janvier.
<https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/jean-luc-tavernier-insee-plus-on-parle-dinflation-plus-on-risque-dalimenter-la-hausse-des-prix-1381741>.
- Madeline, Béatrice. 2022. « La boucle prix-salaires, un risque à ne pas surestimer ». *Le Monde*, juin. https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/06/11/inflation-la-boucle-prix-salaires-un-risque-a-ne-pas-surestimer_6129848_3234.html.
- Minc, Alain. 1995. « Rigueur salariale : Alain Minc « persiste et signe » ». *Les Échos*, avril.
- Padieu, René. 2008. « L'indépendance de la statistique publique en France ». In *L'indépendance de la statistique publique. Séminaire du 15 décembre 2008*, 5-14. Paris : Société française de statistique. <https://www.autorite-statistique-publique.fr/wp-content/uploads/2023/08/Independance-de-la-statistique-publique.pdf>.
- Premier ministre. 1994. « Décret n° 94-414 du 25 mai 1994 relatif au Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts ». Journal officiel.
https://www.senat.fr/rap/l99-133/l99-133_mono.html.

Bibliographie IX

- Quinet, Alain. 2008. « Rapport de la commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages » : rapport remis à madame Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'emploi ». Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi.
<https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/084000066.pdf>.
- Ragot, Xavier. 2017. « Xavier Ragot : « Les prix et les salaires en France doivent augmenter moins vite qu'en Allemagne » ». *Les Échos*, janvier.
<https://www.lesechos.fr/2017/01/xavier-ragot-les-prix-et-les-salaires-en-france-doivent-augmenter-moins-vite-que-en-allemande-151994>.
- Ramonet, Ignacio. 1995. « La pensée unique ». *Le Monde diplomatique*, janvier.
- Rempp, Jean-Michel. 1996. « L'expérience française des indices de prix à la consommation ». Document de travail F9608. Insee.
https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/fichier/ipc_experience_francaise.pdf.
- République française. 1993. « Loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale ». Journal officiel n° 168 du 23 juillet 1993.

Bibliographie X

- République française. 2013. « Décret n° 2013-333 du 22 avril 2013 portant création du Commissariat général à la stratégie et à la prospective ». Journal officiel du 23 avril 2013. https://www.strategie-plan.gouv.fr/files/2024-11/decret_cgsp_0.pdf.
- Sarkozy, Nicolas. 2007. « Lettre de mission de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, adressée à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'emploi, sur les priorités de la politique économique, notamment en matière d'emploi et de pouvoir d'achat ». <https://www.elysee.fr/nicolas-sarkozy/2007/07/11/lettre-de-mission-de-m-nicolas-sarkozy-president-de-la-republique-adressee-a-mme-christine-lagarde-ministre-de-leconomie-des-finances-et-de-lemploi-sur-les-priorites-de-la-politique-economique-notamment-en-matiere-demploi-et-de-pouvoir-dachat>.
- Seillier, Bernard. 1999. « Rapport sur la proposition de loi relative au Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale ». 133 (1999-2000). Sénat, commission des affaires sociales. https://www.senat.fr/rap/l99-133/l99-133_mono.html.
- Tavernier, Jean-Luc, et Nicolas Véron. 2023. « Analyse économique et évaluation des politiques publiques ». Rapport à la Première ministre. <https://www.info.gouv.fr/upload/media/content/0001/07/c7d9cd14adc506fe41473bb8e140285ef6fac17f.pdf>.

Bibliographie XI

- Touchelay, Béatrice. 2014. « Un siècle d'indice des prix de détail français (1913-2013) ou la métamorphose d'un pionnier de la politique du chiffre ». *Politiques et management public* 31 (4) : 393-403. <https://doi.org/10.3166/pmp.31.393-403>.
- Verdier, Jean-François, Noémie Angel, Paul Bourgeois, Chloé Lombard, Hippolyte Goutebroze, Paco Goze, et Adrien Charlet. 2026. « Primes et indemnités dans la fonction publique de l'État ». IGF n° 2026-E-007-03, IGA n° 26010R. Inspection générale des finances et Inspection générale de l'administration. https://www.cfdt-ufetam.org/wp-content/uploads/2026/08/primes_et_indemnites_dans_fpe_rapport_igf_10-07-26.pdf.